

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/LIE/1

31 janvier 1997

(97-0386)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD

LIECHTENSTEIN

L'Office des affaires étrangères du Liechtenstein a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 janvier 1997.

Concernant l'article 18.5 de l'accord susmentionné, le gouvernement du Liechtenstein fait savoir au Secrétariat que, dans le cadre de l'union douanière entre le Liechtenstein et la Suisse, la législation suisse sur les mesures compensatoires est - à une exception près - également applicable au Liechtenstein. La Suisse a notifié à l'OMC qu'elle n'avait pas de législation particulière sur les mesures compensatoires (voir le document G/ADP/N/1/CHE/1). L'exception susmentionnée concerne les relations entre le Liechtenstein, en sa qualité de partie contractante à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE), et les autres parties contractantes audit accord. Aux termes de l'article 26 de l'Accord sur l'Espace économique européen, "les mesures antidumping, les droits compensateurs et les mesures sanctionnant les pratiques commerciales illicites imputables à des pays tiers ne s'appliquent pas aux relations entre les parties contractantes, sauf disposition contraire dans le présent accord". L'Accord ne prévoit pas de disposition de cette nature.